

# Obligation verte de l'ONCF

Lieu :  
Maroc

Identifiant du Projet :  
56059

Secteur d'activité :  
Transports

Public/Privé :  
Public

Catégorie environnementale :  
B

Date de décision sur l'approbation :  
29 janvier 2025

Statut :  
**Signé**

Date de publication du document de synthèse du Projet (DSP) en langue anglaise :  
11 février 2025

*Comme le permet le paragraphe 2.6 du chapitre III de la Politique d'accès à l'information, la divulgation du présent DSP a été reportée en conformité avec le paragraphe 1.4.4 de la Directive sur l'accès à l'information.*

## Description du Projet

Apport d'un investissement d'un montant maximal de 400 millions de dirhams marocains (environ 38,4 millions d'euros) à l'Office National des Chemins de Fer du Maroc (« ONCF »). Cet investissement consistera en la souscription par la Banque, par le biais d'un placement public, d'une obligation verte garantie de premier rang en monnaie locale émise par l'ONCF pour un montant maximal de 2 milliards de dirhams marocains (environ 192 millions d'euros). L'obligation s'alignera sur les critères de transport terrestre des normes relatives aux obligations climatiques, tels que vérifiés par une opinion indépendante et certifiés par le Conseil des normes des obligations climatiques.

## Objectifs du Projet

Les fonds levés dans le cadre de cette émission obligataire seront destinés à refinancer une partie de la dette commerciale locale de l'ONCF liée à une série d'investissements antérieurs visant à développer une connectivité durable à faible émission de carbone. La participation de la Banque à la tranche A servira à refinancer la dette liée à deux projets relevant du programme d'investissement de l'ONCF : i) l'augmentation de la capacité par la construction de lignes ferroviaires supplémentaires reliant les villes

de Casablanca et de Kénitra à des fins de transport de passagers et de marchandises, et ii) l'acquisition et la modernisation de matériel roulant électrique. En soutenant la deuxième émission obligataire verte dans le secteur des infrastructures durables au Maroc, cet investissement contribuera au développement global des marchés de capitaux.

## Impact sur la transition

Score de l'impact attendu sur la transition (IAT) : 74

L'impact attendu du Projet sur la transition découle de sa contribution aux qualités « résiliente » et « verte » :

1. Résiliente : L'investissement proposé contribue au développement global des marchés de capitaux et aura un important effet de démonstration dans la mesure où il incitera les émetteurs à diversifier le type de produits qu'ils déploient sur ces marchés.
2. Verte : Les fonds levés dans le cadre de cette émission obligataire serviront à refinancer la dette liée à une série d'investissements antérieurs visant à promouvoir une connectivité durable à faible émission de carbone.

## Client

OFFICE NATIONAL DES CHEMINS DE FER

L'ONCF est une entreprise publique entièrement détenue par l'État organisée en tant qu'établissement public de nature industrielle et commerciale, actif dans trois segments du marché des transports : i) le transport de roches phosphatées effectué pour le compte du groupe public OCP, ii) le transport général de marchandises et iii) le transport interurbain de passagers. ONCF est chargé de la construction et de l'entretien des infrastructures ferroviaires et de l'exploitation des services ferroviaires.

## Financement de la BERD

400 000 000,00 dirhams marocains

## Coût total du Projet

2 000 000 000,00 dirhams marocains

## Additionnalité

L'additionnalité de la Banque résulte essentiellement des facteurs suivants : i) l'apport d'un financement assurant une meilleure concordance entre la durée de vie des actifs et la structure de financement ; ii) le comblement du déficit de financement et l'appui au processus de constitution de portefeuille réussi ; iii) la promotion de meilleures pratiques sur le marché obligataire par le biais de l'obligation verte ; et le soutien apporté à l'ONCF dans la poursuite des réformes institutionnelles par l'élaboration d'un cadre de prêt lié à la durabilité et le renforcement de la gouvernance grâce à l'appui à la transition complète de l'ONCF vers les normes internationales d'information financière (IFRS).

## Synthèse environnementale et sociale

Catégorie B (PES 2019). Le Projet porte sur une deuxième émission obligataire verte lancée par l'ONCF. La diligence raisonnable effectuée en interne par la Banque s'est appuyée sur les informations accessibles au public, l'examen des rapports antérieurs dans le cadre du projet Greenwich et les documents supplémentaires fournis par l'ONCF. Les fonds levés dans le cadre de cette émission ne serviront pas à de nouveaux investissements et seront exclusivement consacrés au refinancement des investissements antérieurs destinés à la modernisation de plusieurs parties des infrastructures ferroviaires et du matériel roulant marocains entre 2010 et 2019. Les travaux associés ont déjà été entièrement achevés et les pratiques de l'ONCF sont globalement conformes à la réglementation nationale. Le Cadre d'émission des obligations vertes 2025 de l'ONCF est conforme aux Principes applicables aux obligations vertes de l'ICMA et répond aux critères de transport terrestre des conditions préalables à l'émission de la certification des obligations climatiques établies par les normes relatives aux obligations climatiques, comme en atteste l'opinion de tiers indépendant émise par Sustainalytics. L'ONCF a mis en place des systèmes de gestion d'entreprise pour la gestion environnementale conformément à la norme ISO 14001 et pour l'efficacité énergétique conformément à la norme ISO 50001. Il est engagé dans une démarche de verdissement et de décarbonation progressive par le biais d'initiatives volontaires destinées à soutenir sa vision écologique. Le Client dispose également d'une stratégie de responsabilité sociale des entreprises et aligne de manière proactive ses pratiques sur les exigences environnementales, sociales et de gouvernance. L'ONCF devra continuer à améliorer ses capacités institutionnelles et ses systèmes de gestion environnementale et sociale au niveau de l'entreprise, en particulier son système de gestion de la santé et de la sécurité au travail, conformément aux bonnes pratiques internationales et aux Exigences de performance (EP) de la Banque. Le Plan d'action environnemental et social (PAES) existant a été mis à jour et sera ajouté à l'accord-cadre qui sera signé avec l'ONCF peu avant la souscription. La Banque exigera de l'ONCF qu'il se conforme aux EP, et le montant apporté par la BERD ne sera pas consacré à tout nouveau projet à haut risque ou relevant de la catégorie A, conformément à la Politique environnementale et sociale (PES) de la BERD. La Banque contrôlera les performances de l'ONCF par l'examen des rapports annuels préparés par ce dernier.

## Coopération technique et financement sous forme de subvention

Un programme d'assistance technique viendra compléter l'investissement de la BERD. Ce programme contribuera à l'élaboration d'un cadre de prêt lié à la durabilité, ce qui facilitera la participation future de l'ONCF à des produits financiers verts. Il permettra également de renforcer la gouvernance de l'ONCF en l'accompagnant dans la transition vers les normes IFRS.

## Contact au sein de l'entreprise

Oussama Lachhab

+212 5374 77777

oncf.ma

ONCF, 8 Bis, Rue Abderrahmane El Ghafiki, Agdal – Rabat

# Dernière mise à jour du DSP en langue anglaise

11 février 2025

## Comprendre la Transition

Pour en savoir plus sur l'approche de la BERD quant à la mesure de l'impact sur la transition, [cliquer ici](#).

## Opportunités commerciales

Pour les opportunités commerciales ou la passation de marchés, contacter la société cliente.

Pour les opportunités commerciales avec la BERD (hors passation de marchés), nous contacter :

Tél : +44 20 7338 7168

Courriel : [projectenquiries@ebrd.com](mailto:projectenquiries@ebrd.com)

Pour les Projets du secteur public, consulter [Passation de marchés](#) sur le site de la BERD, ou :

Tél : +44 20 7338 6794

Courriel : [procurement@ebrd.com](mailto:procurement@ebrd.com)

## Questions d'ordre général

Les questions spécifiques peuvent être envoyées via l'un des [formulaire de contact](#) de la BERD.

## Politique environnementale et sociale (PES)

La [PES](#) et les Exigences de performance (EP) y afférentes définissent les modalités de mise en œuvre par la BERD de son engagement en faveur de la promotion d'un « développement sain et durable du point de vue de l'environnement ». La PES et les EP contiennent des dispositions spécifiques exigeant des clients qu'ils se conforment à la législation nationale applicable en matière d'information et de consultation du public, et qu'ils mettent en place un mécanisme de règlement des griefs pour recueillir les problèmes et les plaintes des parties prenantes, et en faciliter la résolution, en particulier concernant la performance environnementale et sociale du client et du Projet. En fonction de la nature et de l'ampleur des risques et impacts environnementaux et sociaux du Projet, la BERD demande en outre à ses clients de communiquer les informations qui s'avèrent nécessaires concernant les risques et impacts des Projets, ou de mener des consultations pertinentes auprès des parties prenantes concernées puis d'examiner leurs réactions et d'y répondre.

Pour plus d'informations à propos des pratiques de la BERD dans ce domaine, consulter la [PES](#).

## Intégrité et conformité

Le ou la Responsable de la déontologie de la BERD encourage une bonne gouvernance et assure l'application des normes d'intégrité les plus rigoureuses à toutes les activités de la Banque, en conformité avec les meilleures pratiques internationales. Des vérifications au titre de l'obligation de diligence sont effectuées pour contrôler l'intégrité de tous les clients de la Banque afin d'établir que les projets ne présentent pas de risques inacceptables, en termes d'intégrité ou de réputation, pour la Banque. La BERD est convaincue que l'identification et la résolution des problèmes pendant les phases d'évaluation et d'approbation des projets constituent le moyen le plus efficace d'assurer l'intégrité des transactions de la Banque. Le ou la Responsable de la déontologie joue un rôle essentiel dans ces efforts de prévention, tout en contribuant au contrôle des risques en matière d'intégrité associés aux Projets une fois les investissements réalisés.

Le ou la Responsable de la déontologie est également chargé(e) d'enquêter sur les allégations de fraude, de corruption ou de manquement dans le cadre des Projets financés par la BERD. Toute personne, interne ou externe à la Banque, suspectant un cas de fraude, de corruption ou de manquement, peut le reporter par écrit au ou à la Responsable de la déontologie de la BERD, en envoyant un courriel à l'adresse électronique [compliance@ebrd.com](mailto:compliance@ebrd.com). Tout signalement, même anonyme, fera l'objet d'un suivi par le ou la Responsable de la déontologie et sera examiné. Les signalements peuvent être rédigés dans toutes les langues de la Banque et de ses pays d'opérations. Les informations transmises doivent l'être en toute bonne foi.

## Politique d'accès à l'information (PAI)

La PAI définit la manière dont la BERD diffuse les informations et consulte ses partenaires pour favoriser une meilleure sensibilisation et connaissance de ses stratégies, politiques et opérations, depuis son entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2020. Consulter la page concernant la [Politique d'accès à l'information](#) sur le site Internet de la BERD pour savoir quels types d'informations sont disponibles en ligne.

Les demandes d'informations spécifiques peuvent être envoyées via l'un des [formulaires de contact](#) de la BERD.

## Mécanisme indépendant de responsabilisation dans le cadre des projets (MIRP)

Si les efforts pour aborder des préoccupations environnementales, sociales ou de divulgation au public avec le Client ou la Banque (par exemple via le mécanisme de règlement des griefs du Client au niveau du Projet, ou bien via un échange direct avec la Direction de la Banque) n'ont pas abouti, les personnes ou organisations peuvent adresser leurs préoccupations au Mécanisme indépendant de responsabilisation dans le cadre des projets (MIRP) de la BERD.

Le MIRP examine en toute indépendance les problèmes liés aux Projets qui auraient provoqué, ou seraient susceptibles de provoquer, un préjudice. L'objectif du

Mécanisme est : d'encourager le dialogue entre les parties prenantes du Projet en vue de la résolution de problèmes environnementaux, sociaux ou de divulgation au public ; de déterminer si la Banque a respecté sa [Politique environnementale et sociale](#) et les dispositions spécifiques aux Projets de sa [Politique d'accès à l'information](#) ; et le cas échéant, de remédier à tout cas de non-conformité à ces politiques, tout en prévenant un futur problème de non-conformité de la Banque.

Consulter la page Internet du [Mécanisme indépendant de responsabilisation dans le cadre des projets](#) pour en apprendre plus sur le MIRP et son mandat, pour connaître les modalités de [dépôt d'un Recours](#), ou pour contacter le MIRP par courriel à l'adresse [ipam@ebrd.com](mailto:ipam@ebrd.com) afin d'obtenir des conseils ou des précisions sur le MIRP et le dépôt d'un recours.